

Corruption : le modèle géorgien

La Banque mondiale vient de rendre un hommage mérité à la Géorgie pour ses efforts, aboutis, de lutte contre la corruption dans les services publics. Dans un rapport rendu public le 31 janvier dernier, elle étudie «les rouages de ce succès» et la stratégie «particulièrement efficace» qui l'a rendu possible, stratégie qui «pourrait être adaptée et appliquée dans des pays qui, devant aussi faire face à une corruption généralisée, rencontrent des problèmes comparables». En effet, «même si les conditions initiales, la nature du problème de corruption et l'économie politique sont propres à chaque pays, bien des aspects de la stratégie géorgienne peuvent être reproduits dans d'autres pays».

Au moment de la Révolution libérale, la Géorgie avait la triste réputation d'être l'une des nations de l'ex-empire soviétique les plus corrompues et les plus exposées à la grande criminalité. Les policiers étaient – Dieu nous en préserve – des voyous qui harcelaient les citoyens pour leur extorquer des pots-de-vin au lieu de les protéger ; les gangs mafieux régnaient en maîtres sur la ville de Tbilissi avec des valises pleines d'argent liquide destiné à l'acquisition à bas prix des entreprises d'Etat, des appartements de luxe et des Mercedes noires. Ainsi, en 2002, avant la révolution, la Géorgie occupait la 83^e place dans le classement de Transparency International. En 2011, elle est désormais au deuxième rang parmi les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale. Jusqu'en 2003, une corruption généralisée régulaient tous les aspects de la vie quotidienne en Géorgie. Il fallait verser un pot-de-vin pour accéder à la plupart des services publics, qu'il s'agisse d'obtenir un permis de conduire ou un passeport, de faire enregistrer un bien, de créer une entreprise, de construire une maison ou encore d'être admis dans une université d'Etat. À partir de cette année charnière, les mesures engagées au titre de la politique de «tolérance zéro» du gouvernement ont spectaculairement réduit le nombre des paiements non officiels dans de multiples services administratifs. C'est ainsi qu'aujourd'hui, la plupart des indicateurs se rapprochent de ceux des pays de l'Union européenne plus avancés.

Comment de tels progrès ont-ils été possibles en si peu de temps ?

Le rapport de la Banque mondiale s'est attaché à répondre à cette question en procédant à des études de cas réalisées à partir des données concernant huit services publics spécifiques :

police de patrouille, administration fiscale, douanes, secteur de l'électricité, réglementation des entreprises, registres civils et publics, examens d'entrée à l'université et services municipaux. Une série d'entretiens a également été menée auprès de fonctionnaires encore en exercice ou à la retraite.

Les études de cas en question font apparaître dix conditions qui ont présidé aux réussites de la Géorgie de 2003 à ce jour :

- exprimer une forte volonté politique ;
- asseoir tôt la crédibilité ;
- lancer un assaut frontal ;
- attirer de nouveaux agents ;
- limiter le rôle de l'Etat ;
- adopter des méthodes non conventionnelles ;
- veiller à une coordination étroite ;
- adapter l'expérience internationale aux conditions locales ;
- tirer parti de la technologie
- faire un usage stratégique des communications.

Si nombre de ces facteurs semblent évidents, ce sont l'ampleur, l'audace, le rythme et le séquençage des réformes qui font la spécificité de la stratégie géorgienne.

Une expérience géorgienne est étudiée, à titre d'illustration, dans ses moindres détails : la police de patrouille.

«Nulle part ailleurs le gouvernement n'a agi avec autant d'audace que dans ses efforts visant à transformer la police de la circulation, le symbole même de la corruption en Géorgie.»

Ici, la réforme a commencé par la rupture brutale des liens entre les sphères officielles et les milieux criminels organisés. Elle a consisté à créer carrément un nouveau corps de police de manière «terriblement rapide» pour que les hors-la-loi puissent être mis en déroute avant qu'ils ne puissent organiser de résistance.

Le système était tellement gangrené, de haut en bas, que toute nouvelle recrue était absorbée et entraînée par l'atmosphère corrosive de la corruption. L'idée, insensée, de licencier tous les policiers de la circulation (16 000) du jour au lendemain a été abordée et débattue. Pour amortir le choc, le gouvernement leur a assuré deux mois de salaire et l'amnistie pour leurs crimes passés.

Pas de demi-mesures aussi contre les gangs : «Si une personne résiste à son arrestation, elle est liquidée.» Résultat : 21 suspects et

16 policiers ont été tués dans des opérations de police en 2005. Le nouveau régime juridique qui encadre la lutte contre la délinquance économique est emprunté au dispositif italien anti-mafia et au Racketeer Influenced and Corrupt Organizations (RICO) Act des États-Unis.

La nouvelle législation a permis aux autorités de confisquer l'argent et les biens mal acquis, d'origine illicite, et introduit le concept de «la négociation de plaidoyer» pour faire parler les plus récalcitrants des criminels.

L'Etat a ainsi confisqué environ 1 milliard de dollars de biens aux chefs mafieux et fonctionnaires de l'Etat corrompus. Certaines des maisons confisquées ont été transformées en bureaux gouvernementaux, d'autres en postes de police. L'effet psychologique ne s'est pas fait attendre : «Avant la révolution, une enquête auprès des écoliers a révélé que la majorité d'entre eux voulaient être des voleurs à leur majorité. Le changement d'attitude consistait à détruire le symbole du voleur respectable parce qu'il possède la meilleure propriété. Nous avons démontré qu'il n'est pas un homme respecté, que ses paroles n'ont pas d'importance, qu'il ne possède pas de biens et que sa place était en prison», commente un acteur de la réforme.

Le gouvernement estimait donc qu'il était essentiel d'intervenir avec force et détermination pour que l'opinion publique réagisse différemment, détruisant le vieux respect «dû» à la pègre.

La tolérance zéro ne s'arrête pas là. Des agents d'infiltration ont été assignés pour contraindre la police à suivre les nouvelles règles. Un officier ordinaire pouvait être associé à un agent secret sans le savoir et des contrôles inopinés étaient effectués pour s'assurer que les protocoles, le code de conduite et les pratiques éthiques de la police étaient bien respectés.

Les salaires de la nouvelle patrouille ont été également relevés à 400-500 dollars/mois, soit dix fois les anciens salaires de la police de la circulation qu'elle a remplacée.

Afin de mieux protéger les citoyens contre les abus, le gouvernement a introduit un service d'assistance H 24 qui leur permet de se plaindre de la police en cas de tentative d'extorsion de pots-de-vin. Des caméras vidéo étaient placées en grand nombre aussi bien à Tbilissi que dans d'autres grandes villes et le long des routes. Les amendes ne sont plus recueillies sur place, mais payées auprès des guichets des banques com-

merciales. Pour rendre encore plus efficace la rupture, la nouvelle force de police change d'habits et d'apparat. Aux anciennes uniformes de l'ère soviétique succède un nouveau look. Des tenues jeunes, conçues par Armani, habillent des agents en meilleure forme et vigueur, y compris les femmes (15 % de la patrouille de police), et dotés de voitures équipées des derniers ordinateurs de bord. Pour faire aboutir cette idée de «nettoyer l'image du ministère et de la Police, même les bâtiments ont été repensés dans un style plus professionnel. Environ 60 postes de police de Tbilissi et des régions ont été construits ou rénovés, pour les rendre plus ouverts et mieux accueillants, avec des extérieurs en verre, ce qui suggère une ère plus transparente», ajoute le rapport. Une campagne de relations publiques affichant une «police sympa et abordable» a, enfin, complété le dispositif de réforme.

Les résultats ne se sont pas fait attendre : le taux de criminalité a chuté, la corruption dans la police de patrouille a diminué, une culture du service public a pu être développée et la confiance a été restaurée. L'un des signes les plus visibles de la corruption en Géorgie venait d'être supprimé.

Une enquête de 2010 témoignait que 1% seulement de la population de ce pays déclara avoir versé un pot-de-vin à la police de la route. A titre de comparaison, la même année, cette proportion était de 30% dans les pays de l'ex-Union soviétique, 7% dans les nouveaux Etats membres de l'Union européenne (UE) et zéro dans certains membres de l'UE (France, Allemagne, Italie, Suède, Royaume-Uni).

A. B.



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

(*) International Bank for Reconstruction and Development / International Development Association : Fighting Corruption in Public Services, Chronicling Georgia's Reforms, 2012 International Bank for Reconstruction and Development / International Development Association. Disponible sur Internet: www.world-bank.org

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhkim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Le rire est une chose trop sérieuse pour en rigoler à n'importe quelle élection !

Réchauffement des relations entre l'Algérie et le Maroc. Rabat fait un geste. Les Algériens bénéficieront désormais d'une réduction de 10% sur tout achat d'une...

...Renault-Dacia fabriquée à Tanger !

Abdekka demande aux Algériennes et aux Algériens de «voter avec sérieux le 10 mai prochain». Cet appel m'intrigue tout de même un peu. Est-ce à dire qu'avant, lors des précédents scrutins, les citoyens de ce pays se rendaient aux urnes en processions hilares, en se fendant la poire, et peinaient à introduire leur bulletin dans l'urne tellement leurs corps étaient agités par les fous rires et les poilages en tous genres ? Jusqu'à aujourd'hui, les élections algériennes n'étaient-elles finalement qu'un grand show du rire, un immense bêtisier déclenchant les tapages de cuisses en veux-tu, en voilà ? Mince alors ! Que n'y ai-je participé plus souvent ! J'ai lamentablement raté des occasions uniques de détendre mes zygomatiques. En même temps, appeler aujourd'hui les électeurs à voter sérieusement, ça suppose qu'avant, ils ne l'avaient pas fait. Ce qui en soi n'est pas très flatteur pour les députés ainsi élus. Toute une assemblée de mecs et de nanas très bien de leurs personnes, payés à trente briques, alors qu'ils ont été choisis par des rigolos comme nous qui n'avons pas pris assez au sérieux le scrutin, ça fout un choc. Et y a pas que le sort des députés qui m'inquiète. Si nous n'avons pas fait preuve de sérieux pour élire les gens de l'APN, je ne pense pas que nous ayons fait

preuve de beaucoup plus de sérieux lors des élections présidentielles. Eh oui ! Mais alors.... Ô ! Mon Dieu ! Qu'est-ce que je viens de découvrir, là, à l'instant, avec effroi ? La double intronisation d'Abdekka au château serait le fruit d'un manque de sérieux flagrant de notre part, d'une blague, d'un bizutage de potaches ? Plus effroyable encore ! Comment un monsieur qui n'a pas été élu sérieusement peut-il lui-même appeler les électeurs à faire preuve de sérieux aujourd'hui ? C'est pas sérieux, non ? Ou alors, c'est un peu plus subtil que cela, un brin plus compliqué que ne veut bien l'admettre mon petit cerveau. Boutef' a bien conscience que jusque-là, les élections, les siennes comprises, c'était plutôt vidéo-gag. Et là, il souhaiterait tourner la page du rire et en ouvrir une nouvelle qui s'écritait à l'encre noble de notre sérieux enfin retrouvé. C'est exaltant ! C'est même passionnant. Sauf que d'ici au 10 mai, redevenir des gens sérieux pour des cancre comme nous qui n'avons connu que le pouffage de rire, je pense très ... sérieusement que ça va être un peu court, voire impossible à réaliser. On ne se débarrasse pas aussi vite de ses fous rires emmagasinés depuis 50 ans. Mais, promis ! Pour les prochaines élections, pas celles du 10 mai, mais les présidentielles, je m'engage personnellement à faire preuve d'un sérieux à toute épreuve. Juré ! Craché par terre ! Si je mens, je vais en enfer. Hi ! Hi ! Hi ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE



Au départ
d'Alger vers la France
à partir de 11 990 DA TTC
Aller Retour

Disponibilité limitée
Achat avant le
01/03/2012

www.airalgérie.dz

Anep n°900683 - Le Soir d'Algérie du 21/02/2012